15e Année. — 5e Série. — No 42 Dimanche 7 Mai 1899.

LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

ABONNEMENTS :
Trois mois 1 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.
Étranger : Un an 8 fr.
10 centimes le numéro.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL
PARIS. — 5, rue Rodier. — PARIS

ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ : RENÉ CHAUVIN.

Les Annonces sont reçues
A la Société générale de Publicité
7, rue Drouot

LE 1er MAI ET SES ORIGINES

La presse bourgeoise s'est livrée, sur la genèse du 1er Mai, à toutes espèces de contes, à dormir debout. D'origine allemande tout d'abord, elle est ensuite devenue d'origine américaine. D'autres ont voulu que son importance ait échappé à ceux qui l'on votée, pour n'être devinée que par les anarchistes qui devaient la combattre à outrance. D'autres encore prétendent qu'elle est sortie, avec son caractère de répétition annuelle, du Congrès international — dit marxiste — de 1889.

A tous ces romans contradictoires il importe d'opposer l'histoire, telle qu'elle ressort, non seulement des procès-verbaux officiels du Congrès, mais des pourparlers auxquels celui qui écrit ces lignes a été mêlé.

L'idée de mettre en mouvement le même jour les travailleurs de tous les pays à l'appui des huit heures et de la législation internationale du travail élaborée au Congrès de la rue Rochechouart est essentiellement française.

C'est le citoyen Raymond Lavigne, de Bordeaux, membre du Parti Ouvrier et alors secrétaire du Conseil national de la Fédération des syndicats et groupes corporatifs ouvriers de France, qui libella un projet à cet effet.

Ce qui avait amené notre ami Lavigne à cette manifestation internationale, c'était la manifestation nationale qui avait eu lieu en février 1889 à Paris et dans toutes les villes de France où la Fédération comptait des adhérents : manifestation qui avait pour but de peser sur le gouvernement et de l'obliger à faire droit aux revendications formulées par le Congrès syndical de Bordeaux en 1888.

L'émoi avait été grand dans le monde gouvernemental lorsqu'au jour fixé on avait vu dans plus de soixante communes des délégués se rendre au ministère, aux préfectures et aux mairies pour mettre directement, en personnes, nos dirigeants en présence des *cahiers* du prolétariat français.

Combien plus menaçante pour l'ordre bourgeois devait être une semblable mise en demeure lorsque, organisée par les prolétariats d'Europe et d'Amérique, elle revêtirait un caractère international et s'adresserait aux classes dirigeantes de partout !

Avant, cependant, de saisir le Congrès international de ce qui devait devenir le Premier Mai, le citoyen Lavigne, d'accord avec Lafargue, Deville, etc., voulut avoir l'avis de Liebknecht et de Bebel.

La démocratie socialiste allemande était en effet, à cette époque, sous le régime du petit état de siège, ou de la loi d'exception. Et les socialistes français ne pouvaient songer à l'enfermer dans le dilemme ou de se séparer du prolétariat mondial dont il s'agissait précisément d'affirmer l'unité d'action ou de fournir à Bismarck un prétexte pour une nouvelle saignée à blanc.

La réponse de Liebknecht et de Bebel fut héroïque : « Peu importe le surcroît de danger. La manifestation s'impose. Elle se fera. Et la démocratie socialiste allemande saura s'acquitter de ses devoirs internationaux ».

C'est alors que la proposition Lavigne fut déposée avec ce correctif que « les travailleurs des diverses nations auraient à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur étaient imposées par la situation spéciale de leur pays ».

Elle ne fixait pas de date.

Elle ne portait pas davantage que la manifestation dût se renouveler chaque année.

Si le 1er Mai a été choisi — et sans contestation, aucune autre date, historique ou non, n'ayant été mise en avant — c'est que dans son Congrès de 1888 la *Fédération américaine du Travail* avait désigné ce jour-là pour un mouvement, sous forme de grève, en faveur de la réduction de la journée de travail à huit heures.

De même qu'en votant la manifestation on ne faisait qu'internationaliser le moyen d'action adopté par le Congrès national de Bordeaux, en choisissant le 1er Mai on ne faisait qu'internationaliser une date déjà adoptée par le Congrès national des Etats-Unis.

Quand à l'*annualité* — ou à la permanence — du 1er Mai, elle n'appartient pas au Congrès international de 1889. Ce n'est que plus tard, après la manifestation de 1890, qu'elle a été décidée, pour ainsi dire spontanément, par les Congrès nationaux du Parti Ouvrier Français (Lille), de la démocratie socialiste allemande (Halle), du Parti Ouvrier espagnol (Bilbao), etc., etc., jusqu'à ce qu'elle ait fait l'objet d'une résolution définitive du Congrès international de Bruxelles en 1891.

Ajoutons, pour compléter cet exposé, que le Congrès international marxiste où a été forgé ce que Considérant a pu justement appeler « la plus formidable machine de guerre contre la société capitaliste », comptait 400 délégués dont 200 pour la France, 81 pour l'Allemagne, 1 pour l'Alsace-Lorraine, 20 pour l'Angleterre, 9 pour l'Autriche, 14 pour la Belgique, 1 pour la Bohême, 3 pour le Danemark, 2 pour l'Espagne, 5 pour les Etats-Unis d'Amérique, 1 pour la Finlande, 4 pour la Hollande, 3 pour la Hongrie, 14 pour l'Italie, 1 pour la Bulgarie, 3 pour la Norwège, 4 pour la Pologne, 5 pour la Roumanie, 6 pour la Russie, 2 pour la Suède, 6 pour la Suisse et 1 pour la République Argentine.

JULES GUESDE.

DEMAIN

Demain est à nous.

Déjà plus de sept millions de prolétaires aspirent à l'idéal que nous nous sommes proposé d'atteindre.

Le même jour, partout, à la même heure, ces millions de cœurs battent pour une seule et même pensée : l'émancipation politique, l'égalité économique, le droit à la plénitude de la vie intellectuelle, morale et physique.

Epris d'avenir, nous ne voulons pas que les merveilleuses entreprises de la science n'aboutissent qu'au bénéfice de quelques privilégiés. Nous voulons que les larges envolées du génie de l'homme contribuent au bonheur et à la paix, dans une société socialement organisée.

Il n'en est pas ainsi maintenant. Cependant, au milieu de notre anarchie intellectuelle et morale nous apercevons déjà un rayon de lumière : le socialisme.

Demain, le rayon sera soleil : il éclatera aux esprits, il éclairera un monde de bonheur et de félicité.

Par lui, la vie ouvrière sera rénovée. Chacun possédera vraiment ce qui lui est nécessaire. Chacun jouira intégralsment du produit de son travail, mènera une existence simple, pourra se donner aux siens, ne sera plus en proie aux affres que cause l'incertitude du lendemain.

Par lui aussi, chacun pofitera des nobles loisirs, se développera intégralement, sans entraves aucune, dans toutes les directions.

L'être humain sera l'image même de la vie.

Demain est à nous !

JEAN SIGG,
Député de Genève.

Le Conseil National rappelle à tous les Groupes et Syndicats adhérents la décision du Congrès de Romilly (1895), qui leur fait une obligation de s'abonner à l'Organe Central du Parti.

Le Premier Mai en Allemagne

Le Premier Mai s'est enraciné en Allemagne. Après la résolution du Congrès de Paris de 1889, notre bourgeoisie avec ses commis de gouvernement a fait tout ce qu'elle pouvait faire — et notre gouvernement est despotique comme le gouvernement du tsar et l'instrument docile du capitalisme le plus brutal du monde — notre bourgeoisie, dis-je, a fait tout ce qu'elle pouvait faire, pour terroriser les ouvriers et pour rendre impossible la célébration du Premier Mai. Mais nous en avons ri et nous avons célébré le Premier Mai. Quant aux victimes — aux milliers qui, en 1890, furent chassés de leurs ateliers et fabriques — elles sont devenues des agitateurs pour le Premier Mai.

Le second Premier Mai fut célébré par un nombre encore plus grand ; et cela allait croissant. Le nombre des manifestants devint plus grand chaque année et maintenant nous pouvons dire sans faire violence à la vérité, qu'en Allemagne il n'y a pas une seule ville, pas même la plus petite, où il n'y ait une célébration du Premier Mai, soit par des réunions solennelles, soit par d'autres manifestations, cortèges et fêtes populaires. Des centaines de villages ont leur fête du Premier Mai.

L'année passée, le Premier Mai fut le commencement de l'agitation électorale, l'ouverture de la campagne chez nous, comme chez vous. Et la communauté du but immédiat ajoutait à la communauté des pensées et du sentiment et nous unissait plus fermement à nos frères Français, à nos compagnons d'armes engagés presque en même temps dans le même combat.

Fortifiés par le Premier Mai, nous avons gagné de grandes victoires dans cette campagne, et l'attaque de nos réactionnaires qui avaient l'intention de conquérir une majorité contre le suffrage universel fut repoussée. Les deux millions deux cent mille électeurs qui votèrent sous le drapeau rouge du socialisme international forment un rempart qui ne sera renversé par aucune puissance. Un rempart devenant plus fort de jour en jour, tandis que les forces des ennemis diminuent à chaque instant, par la désertion des prolétaires qui par la logique des faits et des choses se convertissent au socialisme.

Cette année-ci, la célébration du Premier Mai surpassera encore celle de l'année passée. Et cette fois encore nous devons en remercier nos ennemis. « Vivent nos amis les ennemis ! » C'est dans tous les pays que les ennemis travaillent pour nous. Mais dans aucun pays ils ne le font si efficacement qu'en Allemagne. Notre bourgeoisie a les grandes traditions de la Revolution et la bourgeoisie anglaise a des traditions même plus glorieuses. Notre bourgeoisie allemande n'a jamais rien fait pour la liberté, elle n'a jamais conquis le pouvoir politique. Quand votre bourgeoisie, effrayée par la bataille de Juin 1848, pour se sauver du spectre rouge, se jeta dans les bras de Napoléon-le-Petit, elle avait déjà fait sa Révolution. Notre bourgeoisie se jeta dans les bras de Bismarck, imitateur de votre Napoléon, *sans avoir fait une Révolution.* C'est la grande différence entre l'Allemagne et la France. Et n'ayant jamais été au pouvoir, notre bourgeoisie allemande n'a pas l'*instinct* du pouvoir comme la bourgeoisie anglaise qui cherche à *se concilier* le prolétariat. La nôtre est tellement folle de peur, qu'elle ne croit que dans les baïonnettes et la police. Elle a applaudi à la loi de proscription contre les socialistes et aujourd'hui elle demande une loi condamnant *aux travaux forcés* « quiconque excite à une grève » un *Zuchthaurgeretz*. Notre empereur, ami personnel du *Roi Stumm* — le Rességuier de l'Allemagne, seulement plus stupide et plus brutal — a formellement annoncé une telle loi et le Reichstag aura à s'en occuper dans quelques semaines. Je ne sais pas s'il l'acceptera. Quoi qu'il fasse, cette nouvelle bêtise des classes dirigeantes nous fournira de nouvelles armes contre nos ennemis, et en attendant elle donnera une importance accrue au Premier Mai des socialistes allemands.

Lundi en huit jours (cet article a été écrit le 21 avril), des millions d'ouvriers et de socialistes allemands jureront haine à l'abominable système d'exploitation et d'oppression que nous devons à la lâcheté de notre bourgeoisie, et, en réclamant hautement et fièrement les droits du Travail, ils tendront la main aux frères Français et aux travailleurs de tous les autres pays du monde.

Vive la France ouvrière et socialiste !

Vive l'Union des Peuples !

A bas le capitalisme et la réaction internationale !

Salut fraternel,

W. LIEBKNECHT.

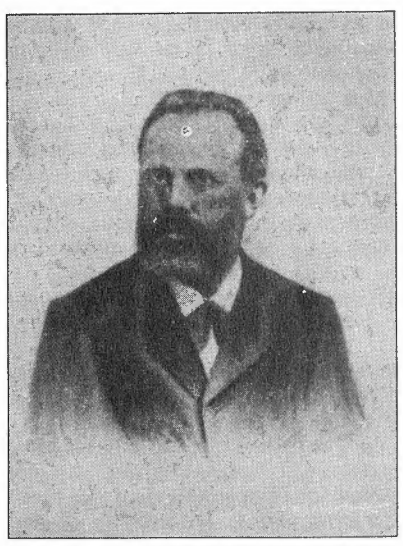
UNE JOURNÉE GAGNÉE

Quoi qu'en disent les bourgeois, le 1er mai n'est pas une journée perdue pour les prolétaires.

Journée perdue pour les patrons, pour les exploiteurs ? Oui. Mais les exploités travaillent pour eux-mêmes.

Et le travail qui s'opère est de qualité supérieure : c'est du travail intellectuel.

Travaillent intellectuellement ceux qui dans les réunions font, ce jour-là, le procès du régime capitaliste à l'agonie et exposent les théories libératrices du socialisme révolutionnaire.



Travaillent intellectuellement ceux-là aussi qui lisent et étudient les numéros extraordinaires, que publient, le 1er mai, les journaux du prolétariat militant, et ceux-là encore qui discourent sur les effets différents que produit notre manifestation internationale dans le camp ouvrier et dans le camp bourgeois.

Beau jour donc, le 1er mai, pendant lequel les ouvriers, au lieu de créer de la *plus-value* ou des profits pour leurs négriers, travaillent efficacement à briser leurs chaînes.

PABLO IGLESIAS.

DÉMOCRATIE ET SOCIALISME

La « Démocratie », d'après une nouvelle école, est « l'absence de gouvernement de classe » et ce terme désigne « un état de société, où aucune classe ne s'élève, en vertu d'un privilège politique, au-dessus de l'ensemble des citoyens ». Comme dans la célèbre définition de l'Ecrevisse : « un poisson rouge qui va à reculons », il n'y a pas de terme de cette formule qui ne soit sujet à caution. La Démocratie, en tant que fait historique, a toujours été un gouvernement de classe ; bien plus c'est l'état qui permet à ce gouvernement de se développer le plus librement.

Il est vrai que l'on ajoute aussitôt : « en vertu d'un privilège politique » ; mais ni le concept actuel ni l'idée ancienne du régime démocratique ne permettent d'accepter

même cette correction. Si l'on nomme le gouvernement athénien ou romain une démocratie, et ce sont les exemples les plus marquants dans l'antiquité de cette forme politique, l'on y voit les classes libres séparées les unes des autres par des privilèges politiques, et de la classe esclave par un gouffre infranchissable, un privilège économique. Or, l'esclavage avait ceci de commun avec le prolétariat moderne, qu'il était le « débarrassoir » de la société ; c'était là qu'on jetait les épaves après chaque naufrage, après chaque défaite d'une fraction de la société.

La Démocratie américaine permet d'étudier le gouvernement de classe dans son pur fonctionnement, avec son mécanisme en parfait état, et les rouages bien huilés. Tout ce que les constitutions ont pu accorder de liberté théorique à une nation : « l'égalité des droits de tous les membres de la communauté », elles l'ont fait. Quel a été le résultat ? Le gouvernement d'une fraction de la société, la tyrannie la plus violente et la corruption la plus effrénée, au point que « politicien » dans les Etats-Unis signifie voleur ou complice des voleurs. La France, notre France actuelle, est la réalisation de la souveraineté du peuple — sur le papier. « La souveraineté réside dans le peuple. Elle est indivisible, imperceptible et inaltérable. » Or, de récentes affaires nous montrent comment cette souveraineté a été divisée, prescrite et aliénée, soit par les banquiers juifs et chrétiens pendant l'Opportunisme, soit par l'Armée et le Clergé sous Méline et l'Esprit Nouveau.

D'où cette définition de la Démocratie — en tant que fait matériel, bien entendu : « extension la plus grande des droits en théorie avec impossibilité non moins grande de les exercer en pratique. »

Exemple : la loi sur les syndicats. Celle-ci accorde aux ouvriers le droit de se réunir et de s'organiser; mais le premier Rességuier venu en France, un colonel Dyer en Angleterre, un André Carnégie en Amérique, peut à volonté ruiner un syndicat ou une Union, même sans l'aide de l'Etat. Rességuier a demandé à Carmaux l'aide de l'armée, mais André Carnégie à Pittsburg s'est contenté de lever une troupe de détectives qu'il a lancée contre les ouvriers, et le dernier, le plus génial de tous, le colonel Dyer, a simplement cassé les reins à l'Union des mécaniciens par un lock-out, en congédiant dans tous les établissements industriels de l'Angleterre les ouvriers appartenant à l'Union, et en vidant d'un seul coup, comme une pompe aspirante, la caisse du syndicat. La loi sur les syndicats ou sur les Unions proclame bien la liberté de se coaliser, mais la pratique des patrons est de rendre ce droit impossible à exercer.

Or, la nouvelle école nous dit : « La Démocratie est à la fois moyen et fin. Elle est le moyen qui permet le triomphe du socialisme et elle est la forme sous laquelle il se réalise. » Voilà un des meilleurs exemples de l'identité des contradictoires ; comment la démocratie peut-elle être un moyen qui permet le triomphe du socialisme, puisque celui-ci doit lui donner la forme et la réaliser. Or, faut-il admettre que le Démocratie puisse exercer sans forme ? La voilà bien la nouvelle doctrine socialiste qui doit nous débarrasser des dogmes et des formules !

Mais tout en étant amorphe, la Démocratie, bien que permettant le triomphe du socialisme « ne peut faire des miracles » ; elle ne peut pas « dans un pays comme l'Angleterre, donner au prolétariat la direction de l'industrie ». Et c'est parce que cette démocratie ne peut toucher à la propriété ni à l'industrie — ce qui pour elle, en effet, serait un miracle — que le parti socialiste ne croit pas en elle, pas même à sa possibilité en période capitaliste. Si, lorsqu'on aura conquis le pouvoir politique, « on supprime les classes » et qu'on veuille nommer ce système nouveau « Démocratie », alors pour la première fois, celle-ci prendra forme et signifiera quelque chose.

Les réformes que l'on nous vante et pour lesquelles nous devrions sacrifier notre tactique passée ont été arrachées à la bourgeoisie par la « dictature » du prolétariat, si l'on entend par-là la contrainte qu'il exerce, soit sous la forme de la révolte matérielle, soit sous ce qui est pour la bourgeoisie une hantise toujours présente, toujours menaçante : le fait de son existence et de son développement.

L'organe du Parti, en Seine-et Oise, la *République Sociale*, que rédige notre ami Jean Bertrand, est poursuivie en correctionnelle par M. Darblay, le puissant potentat capitaliste des moulins de Corbeil.

Le crime du vaillant journal socialiste est d'avoir vigoureusement dénoncé l'exploitation inouïe de la chair ouvrière dont sont faits les millions de la maison Darblay.

C'est notre ami René Viviani qui présentera la défense de la *République Sociale*.

LE PREMIER MAI

EN FRANCE

Comme les années précédentes, le Parti Ouvrier Français, fidèle à la parole donnée au prolétariat international, a célébré avec éclat, lundi dernier, la fête du travail.

Nous donnons ci-dessous un résumé rapide — et bien incomplet — des manifestations auxquelles elle a donné lieu dans un certain nombre de villes où le Parti ouvrier compte des groupes et syndicats organisés.

A Paris, deux meetings : l'un l'après-midi, organisé par l'Agglomération parisienne du Parti Ouvrier Français, à la Maison du Peuple du Parti, avec le concours de nos amis Gabriel Bertrand, Gabriel Farjat, Tréfaut, Louis Maurice et Elie May ; — le second, à huit heures et demie du soir, organisé, salle des Mille-Colonnes, par le Comité d'entente socialiste, avec le concours des citoyens Louis Maurice, Jean Jaurès, Fournière, Lavy, Chauvière, Déjeante.

A Roubaix, une grande réunion publique organisée par la section du Parti, au théâtre de la rue Archimède, réunissait plus de trois mille personnes. Et après de magnifiques discours, fréquemment applaudis des citoyens Pastre, H. Légitimus et Emile Moreau, ancien député, l'ordre du jour suivant est voté à l'unanimité :

« A l'occasion du Premier Mai, les nègres blancs de l'industrie roubaisienne réunis au nombre de plus de trois mille, envoient à leurs frères noirs des Antilles l'expression de leurs sentiments de solidarité et s'engagent à poursuivre ardemment l'œuvre de l'affranchissement du prolétariat universel et de la grande pacification humanitaire qui supprimera les castes, les classes, les frontières et les distinctions de races. »

A Lille, les délégués de syndicats et du Parti se sont rendus le matin à l'hôtel de ville, où il ont été reçus par Delory, entouré de ses adjoints, des conseillers socialistes et des citoyens Pastre et Légitimus. A onze heures et demie, pose de la première pierre de l'abattoir ; à trois heures, inauguration du square de Fives-Saint-Maurice De quatre à six heures, fêtes aérostatiques. A cinq heures, au théâtre, représentation gratuite de la *Pâque Socialiste*. Le soir, retraite aux flambeaux et nombreux bals populaires.

A Armentières, inauguration de la Maison du Peuple et banquet populaire avec le concours de nos amis Pastre, Légitimus, délégués du Conseil national, Ghesquière, Samsom, etc. Conférence par Siauve-Evausy et Devraigne, sous la présidence de Delory.

A Boulogne-sur-Mer, splendide réunion organisée par la section du Parti Ouvrier et la Bourse du Travail et au cours de laquelle notre ami et collaborateur Gabriel Bertrand a développé les revendications du Parti, au milieu des applaudissements des 2,000 personnes présentes.

A Ivry-sur-Seine, remise à la municipalité du Parti des cahiers de revendications de la section ivryenne et des syndicats. Distribution de secours aux indigents. Fête scolaire. Visite aux vieillards hospitalisés par le Conseil municipal ayant à sa tête notre ami Roussel, maire. Le soir, retraite aux flambeaux et bals populaires dans les trois quartiers.

A Breteuil (Oise), fête organisée par le groupe du Parti avec causerie par notre ami Compère-Morel.

A Issoudun, le groupe d'études sociales et la jeunesse socialiste avaient organisé un punch fraternel. Allocution de notre ami Dufour, député. La *Carmagnole* et divers chants révolutionnaires sont entonnés avec enthousiasme.

A *Romilly*, fête familiale à la Maison du Peuple.

A *Mussy-sur-Seine*, conférence par notre ami H. Millet, conseiller municipal de Romilly.

A *Vendeuvre*, banquet fraternel.

A *Bar-sur-Seine*, conférence par les citoyens H. Millet et J. Phalippou.

A *Troyes*, conférence faite salle de la Bonnetterie, par le citoyen Phalippou et levée au chant de l'*Internationale*.

A *Epernay*, cortège des socialistes dans la rue, au chant de l'*Internationale* et de l'*Insurgé*. En tête était notre ami Mathis, conseiller municipal.

A *Nantes*, chômage dans la métallurgie. Un cortège de socialistes a traversé le quatrième canton et les principales rues de la ville et s'est ensuite rendu au siège social de la Fédération socialiste Nantaise.

A *Montluçon*, les délégations des syndicats, conduites par le citoyen Sauvanet, se sont rendues, pour y déposer leurs cahiers de revendications, à la mairie, où un vin d'honneur leur a été offert par la municipalité. Les manifestants sont allés ensuite déposer des couronnes sur la tombe de Dormoy.

A *Roanne*, chômage dans les tissages et ateliers de teintures et d'apprêts.

A *Lyon*, grand meeting à la Bourse du Travail.

A *Grenoble*, meeting organisé au Gymnase par la Bourse du Travail. Plus de trois mille citoyens ont acclamé la conférence faite par le citoyen A. Zévaès et dans laquelle notre ami a fait l'historique du Premier Mai et précisé le caractère éminemment international de cette fête du Travail.

A *Bordeaux*, les délégations des syndicats se sont rendues le matin à l'Hôtel de Ville. L'apres-midi, à l'Athénée, grande réunion publique organisée par l'Agglomératien bordelaise du Parti ouvrier : des discours ont été prononcés par nos amis Jourde, député, Bousquet et Marcel Cachin.

A *Marseille*, le Premier Mai a été fêté par les divers cercles et groupements socialistes. A l'Avenir social, punch-conférence avec le concours de nos amis Carnaud, député ; Guichet, conseiller général ; L. Gendre, conseiller d'arrondissement ; Larguier, conseiller municipal.

A *Montpellier*, grande réunion publique à la Bourse du Travail, avec le concours de nos amis Krauss, député du Rhône, et J.-B. Bénezech, député de l'Hérault.

A *Perpignan*, grâce à l'heureuse initiative de notre ami Manalt, conseiller municipal, l'Hôtel de Ville était pavoisé : les ouvriers et employés municipaux chôment, tout en touchant leur salaire intégral.

A *Rivesaltes*, à *Thuir*, à *Camélas*, où la Fédération des Pyrénées-Orientales a des sections, le Premier Mai a été également célébré.

A L'ÉTRANGER

En Allemagne, le Premier Mai a été fêté avec beaucoup d'enthousiasme : le *Vorwarts* a publié une édition spéciale. A Berlin, quatorze réunions ont été tenues, suivies de bal et d'un concert. Les corporations ont donné, à elles seules, trente conférences, dans la matinée. Bebel a pris la parole à Dresde.

En Autriche et en Hongrie, les manifestants se sont formés en cortège, selon l'habitude et de grandes réunions ont été tenues. *Nepozava*, l'organe du Parti, en Hongie, a paru imprimé en caractères rouges.

En Italie, manifestations ordinaires. *L'Avanti* a été publié avec 8 pages et des articles de tous les principaux militants socialistes.

En Espagne, el Socialista, a paru en numéro spécial avec des illustrations.

En Belgique, édition exceptionnelle du *Peuple*, grands meetings, plus considérables que les précédentes années à cause de la grève des mineurs.

En Danemarck, le *Social Democratie* a publié une édition spéciale, avec beaucoup d'illustrations. Des articles de Guesde, Liebknecht, Vandervelde, etc. Le portrait de Dormoy et notice.

En Angleterre, la Social Democratic Fédération, a édité un numéro illustré de son organe *The Justice*. Importante manifestation à Hyde Park.

En Russie, l'Union des socialistes à l'étranger a publié une édition spéciale de son bulletin avec de nombreux articles sur le Premier Mai.

Aux Etats-Unis d'Amérique, The People l'organe du parti a été édité en numéro exceptionnel de 8 pages.

Enfin, dans la *République-Argentine*, *la Vamguandia*, organe socialiste, a eu un nu-

---

(4)

COLLECTIVISME & PRODUCTION [1]

L'art des étalages, poussé très loin, prend beaucoup de temps et gaspille beaucoup de marchandises. La concurrence l'exige, car il faut flatter l'œil du client pour l'attirer chez soi et l'empêcher d'aller chez le voisin. Les magasins collectivistes n'auront pas besoin de cet appât.

La livraison à domicile occupe des quantités d'employés, de chevaux et de voitures, chaque maison devant pouvoir livrer dans tous les quartiers et même dans la banlieue. Si ces livraisons étaient concentrées par un service commun à tous les magasins et groupées rationnellement par quartiers, une seule voiture, partant avec un plein chargement et un itinéraire bien établi, ferait autant de livraisons que cinq ou six agissant séparément pour le compte de plusieurs maisons.

Un grand magasin — à qui l'idée n'a pas profité d'ailleurs — ayant imaginé, pour développer sa clientèle, de reprendre la marchandise ayant cessé de plaire, tous ont dû l'imiter. Ces *rendus*, qui donnent carrière à toutes les fantaisies des clients sont entrés dans les mœurs et créent des complications considérables. Les magasins collectivistes n'auront aucune raison pour s'y astreindre.

La grande cause de fatigue et de perte de temps des employés des grands magasins c'est qu'ils doivent déployer des efforts de persuation immenses pour amener le client à acheter, non ce qui répondrait à ses besoins, mais ce qui laisse un plus gros bénéfice à la maison. On affiche des articles à des prix très bas. Ceux-là, les employés ne doivent pas les vendre, ou n'en vendre qu'une minime quantité ; ils doivent appeler l'atten ion du client sur des articles similaires laissant un gros bénéfice, et lui en vendre beaucoup plus qu'il n'en aurait réellement besoin ; pour les intéresser à cette vente, on leur alloue une remise plus ou moins forte connue sous le nom de *guelte*. C'est donc une véritable lutte qui s'engage entre le client et le vendeur : le mensonge est l'arme courante de ce dernier : il fait de la marchandise gueltée un éloge tellement extraordinaire que le malheureux client se laisse prendre neuf fois sur dix. Mais il ne se rend pas sans avoir longtemps résisté, et là où l'employé pourrait servir cinq ou six clients s'ils n'avait pas à soulever cet interminable débat, il arrive à n'en servir qu'un.

Dans les magasins généraux de la société collectiviste, on n'aura aucun intérêt à pousser à la vente ; le client sera laissé parfaitement libre de choisir la marchandise qui lui plaira et de borner son achat à la quantité minimum au-dessous de laquelle détail ne se fera pas. De plus, l'employé ne sera pas obligé de lui dérouler d'innombrables pièces d'étoffe pour lui permettre de faire son choix : au milieu de chaque magasin existera un grand hall dit des échantillons, sur les comptoirs duquel, classés par genres d'étoffes, prix, nuances, etc., seront déposés des échantillons d'au moins cinquante centimètres de tous les tissus existant dans le magasin : chacun portera un numéro et le prix de vente, qui, ainsi qu'on le verra plus loin, correspondra toujours à la valeur exacte de la marchandise. Le client, sans avoir à subir aucune pression, sans avoir à demander aucun renseignement aux employés, déterminera la marchandise qui lui convient, se fera indiquer le rayon où elle se trouve et la demandera en indiquant simplement le numéro et la quantité qu'il désire. On conçoit très bien que, dans ces conditions, la vente sera beaucoup plus rapide qu'elle ne l'est dans les magasins actuels.

Ces derniers ont bien d'autres causes de dépenses et de perte de temps que les magasins collectivistes éviteront ; citons, par exemple : 1° la publicité, qui emploie à l'intérieur du magasin tout un personnel et à l'extérieur une armée de typographes, imprimeurs, fabricants de papier, colleurs d'affiches, confectionneurs de bandes, facteurs des postes, distributeurs de prospectus, etc. ; 2° le service des achats, qui occupe des employés spéciaux, choisis parmi les plus habiles, et envoyés dans le monde entier pour y découvrir non les objets les plus utiles, mais ceux qui, faisant beaucoup d'effet par rapport à leur prix d'achat, doivent flatter l'œil des clients et être revendus avec gros bénéfice. Nous bornons là cette énumération pour ne pas entrer dans des détails fastidieux ; mais nous pourrions la prolonger.

Nous avons pris auprès de divers commerçants, parfaitement au courant du fonctionnement des grands magasins, les renseignements qui précèdent et nous leur avons demandé en même temps à combien ils évaluaient l'économie de personnel qui pourrait être faite dans les magasins de la société collectiviste. Leurs réponses ont peu varié : nous prenons le chiffre minimum qui est de 60 pour 100 et nous sommes certain d'être au-dessous de la vérité.

Si on réalise une telle réduction dans les grands magasins, dont l'administration est aussi parfaite que possible, on en pourra obtenir une bien plus forte dans les petits magasins chez lesquels, aux mêmes vices organiques, exagérés encore, s'ajoutent les défauts spéciaux que nous avons indiqués. Si l'on tient compte en outre des ambulants qui seront supprimés, on peut, en toute justice, fixer aux deux tiers la diminution à effectuer sur le groupe des commerçants de détail dans son ensemble, ce qui représente la suppression de 707.671 emplois inutiles.

(*A suivre*)

(1) Cette étude est extraite du livre de Lucien Deslinières, l'*Application du Système Collectiviste*.

méro exclusivement consacré à la fête internationale du Premier Mai.

UNE LETTRE DE LIEBKNECHT

Berlin, le 29 avril 1899.

Mon cher Camarade,

Je vois que la Presse antisémite, parlant de mon second fils, dit qu'il est devenu « Juge prussien ». *C'est un mensonge*. Mon fils sera *Avocat*, comme son frère aîné. Je vous prie de donner un démenti formel à cette nouvelle qui fut inventée dans le seul but de me *discréditer* dans notre Parti et de *dénoncer mon fils au gouvernement*.

Salut fraternel.

Tout à vous.

W. LIEBKNECHT.

TROIS-SIX RECTIFIÉ

Mon dernier article sur le Congrès antialcoolique m'a valu deux lettres : l'une, aimable, du camarade Vandervelde ; l'autre, grossière, du Père-la Famine.

On trouvera plus loin la première, voici la seconde :

Remiremont, 19 avril 1899.

Monsieur,

Je lis dans votre numéro du 16 avril qu'on vient de m'envoyer, sous ce titre : l'*Ode au Trois-Six*, une odieuse élucubration en vers que vous osez m'attribuer et au bas de laquelle vous ne craignez pas d'imprimer ma signature. Je vous requiers de faire savoir à vos lecteurs que c'est une pure invention, en insérant cette lettre à la place même où vous avez publié la pièce fausse, sinon je serai obligé de m'adresser à la justice pour vous demander réparation d'une attaque aussi injustifiable.

J. MÉLINE.

Si j'insère l'élucubration en prose du sieur Pain-Cher à la place même où a paru celle en vers, ce n'est pas que l'une m'ait convaincu de la fausseté de l'autre, mais parce que je sais que la menace qui termine l'épître du sire de Remiremont n'est pas vaine.

Comment pourrais-je en justice prouver l'authenticité de la pièce déclarée fausse par Méline ?

Je pourrais bien montrer aux juges vingt exemplaires de différents grands journaux qui, à différentes époques, ont publié l'*Ode au Trois-Six*, en l'attribuant à Méline, certains le faisant suivre ou précéder de commentaires bien plus malveillants que les miens.

Je pourrais affirmer, étudiant la composition même de l'*Ode*, que certains vers qui la composent n'ont dû être frappés que par la main d'un jeune poète fils de paysan, vadrouillant au quartier latin, tel celui-ci par exemple :

Trois-six de la pierreuse et du cultivateur.

Troix-six des cultivateurs ! Qui peut donc avoir commis pareil alexandrin, autre que le bouillant défenseur des bouilleurs de crû ?

Mais comme je crains que les magistrats français, qui ne sont pas tous des Magnaud, ne m'appliquent les justes lois, et n'étant pas riche, je rectifie le Trois-Six que Méline n'a pas chanté.

G. FARJAT.

Une Lettre de Vandervelde

Voici la lettre que le citoyen Vandervelde a adressée à notre collaborateur Gabriel Farjat :

Mon cher Camarade,

Je viens de lire dans le *Socialiste*, du 16 avril, votre article sur le Congrès antialcoolique de Paris.

Vous condamnez à la fois ma participation à ce Congrès et les thèses que j'y ai défendues.

Votre premier reproche s'applique au Parti Ouvrier Belge tout entier, car j'avais été délégué par notre Conseil général. Et pourquoi, je vous prie, n'aurions-nous pas assisté à un Congrès, dont l'un des vice-présidents était un socialiste, notre excellent ami Milleran ? J'estime que nous devons aller partout chaque fois que l'occasion s'en présente, pour porter même chez nos adversaires la parole socialiste.

Mais, dites vous, « Vandervelde a dit au « Congrès que les socialistes se trompaient, « lorsqu'ils présentaient l'alcoolisme comme « une conséquence de la misère ».

Permettez-moi de vous dire que des compte-rendus incomplets vous ont induit en erreur.

J'ai dit — parce que c'est ma conviction scientifique — qu'il est impossible de soutenir que la misère soit la seule cause de l'alcoolisme (l'alcoolisme n'existe-t-il pas dans la bourgeoisie, plus peut-être que dans le prolétariat ?) ; mais, la plus grande partie de mon discours a été consacrée à l'étude des facteurs économiques de l'alcoolisme, auxquels j'attache, comme vous, une importance considérable.

Je vous renvoie, sur ce point, à mon rapport au Congrès, qui paraîtra le mois prochain, dans l'*Humanité Nouvelle*.

Si nous ne sommes pas d'accord sur tous les points, nous pourrons alors reprendre cette discussion.

Faites-moi l'amitié de publier ces quelques lignes et croyez-moi fraternellement votre,

EMILE VANDERVELDE.

Un Condottiere

Fidèle à la lettre et à l'esprit de la déclaration de Montluçon, le Parti Ouvrier ne peut fermer les yeux sur les scandales que dégage l'affaire Dreyfus, qui intensifie et éclaire fortement les figures et les tics des différents acteurs de cette tragi-comédie bourgeoise. Il est vrai que la flamme de ce brasier, comme dans un campement de bandits des Abbruzes, dessine si violemment les traits de quelques brigands, que la bande disparaît dans l'ombre et échappe aux regards de ceux qui ne peuvent voir qu'un objet à la fois.

De toutes ces figures une se détache violemment, celle d'Esterhazy. La déposition de Bertulus nous l'a campé sous sa vraie figure. Ce condottiere, qui n'est certes pas un épicier, doit se trouver lui-même à l'aise de pouvoir jeter enfin ce masque sentimental dont l'avaient affublé les journaux nationalistes, et se carrer dans sa véritable attitude de bandit. Sa compagne est d'ailleurs digne de lui et personne ne niera qu'elle n'ait dit le mot de la fin avec son fameux : « Me prenez-vous pour un général ? » La femelle est digne du mâle ; car c'est un mâle !

Ce dernier, d'ailleurs, a son honnêteté à lui. Il a exercé tous les métiers, mais il possède un certain honneur féodal, qui l'empêche de commettre certaines malpropretés ; on l'a payé pour une besogne, mais même si ses employeurs le trahissent, il exécute à la lettre sa mission. L'épisode du képi restera dans l'histoire, ainsi que le fait des deux documents secrets oubliés par Henry et mentionnés — dans un ricanement — par Esterhazy. Seule une nature vraiment supérieure possède ce sens du comique dans la tragédie, et le commandant se dresse au-dessus de ses complices, de ces faibles créatures qu'il dédaigne en vrai féodal qu'il est, ne relevant que de son suzerain — l'Empereur d'Allemagne — et forcé seulement par les malheurs des temps de se commettre avec ces gens de peu, contre lesquels il se garde, mais qu'il ne daigne pas trahir et qu'il laisse aller se faire pendre ou couper la gorge ailleurs.

Il observe vis-à-vis d'eux l'attitude méprisante d'un condottière... au milieu d'épiciers ; car ce sont vraiment des épiciers, ces généraux et ce président de République qui ont trahi leur instrument et se sont perdus par cette trahison. Espérons que dorénavant le capitaine féodal choisira mieux ses compagnons : des oiseaux de proie comme lui ! Il devrait émigrer dans l'Amérique du Sud ; là, peut-être encore, il trouverait des caractères à sa hauteur. La société capitaliste n'est pas faite pour lui. Elle « lâche » ses instruments. Une société socialiste lui réserverait une cage. Qu'il émigre pendant qu'il en est temps encore !

Mais l'Affaire, tout en rendant le service de détacher en lumière ces caractères, malheureusement les « isole » pour ce public qui lit les journaux et se passionne, et lui semble être la cause primordiale de toute cette tragique série d'événements.

L'Esterhazy d'avant 1874 est aussi grand que celui du procès. Les généraux ont été pris la main dans le sac, ou plutôt dans un sac particulier, mais ils étaient, auparavant, aussi disposés à l'y mettre, et le danger est qu'une fois l'Affaire finie et l'intérêt du public émoussé, le même état de choses ne se représente et ne passe inaperçu. Parce que le brasier jette une flamme plus forte sur l'état-major, et il ne faut pas oublier que la troupe, que l'armée moderne est là dans l'ombre.

Balzac, dans sa dédicace de *La Rabouilleuse*, dit qu'il a essayé d'indiquer dans cet Esterhazy avant la lettre ou plutôt avant le bordereau, dans ce grand et sombre « Méphistophélès à cheval. » Philippe Bridau : « combien de dépravation causent les nécessités de la guerre chez certains esprits qui, dans la vie privée, osent agir comme sur les champs de bataille ». De même, Paul Adam, dans son beau roman, *la Force*, a montré récemment comment cet autre condottiere, Bonaparte, avait « fait » l'armée de la Révolution à son ancien complice, plus timide, le général Moreau.

Taine et Michelet avant lui, d'après Stendhal, ont essayé d'expliquer Bonaparte par son origine italienne et ses ancêtres, les capitaines de compagnie ; mais l'armée, sous quelque régime que ce soit, est un bouillon de culture pour le microbe condottière : elle le produit fatalement. Trois années ont suffi pour transformer les officiers et les volontaires de 1792, en pillards et en reîtres ; et, ce qui est remarquable, plus le régime est démocratique, plus facilement ce phénomène se produit.

Il faut, étant donné l'armée, pour réprimer le condottière, le soldat d'aventure qui ne voit que le gain, ou une aristocratie comme celle de Venise, qui décapitait ses généraux victorieux, ou une monarchie qui peut les récompenser par des honneurs, ou enfin la suprématie d'un chef heureux comme Bonaparte qui gorge ses camarades de titres et de millions, sauf à les traiter de voleurs, à l'occasion, comme Bonaparte a fait pour Masséna et d'autres de ses maréchaux afin de consoler les simples soldats.

L'armée, surtout en période capitaliste, est une « carrière » ; il y a une concurrence effrénée parmi tous ses membres, à qui en tirera le plus de profit ; dans une démocratie notamment, où l'on est obligé de se servir d'elle contre le prolétariat, elle ne supporte aucune entrave à son développement. Toute démocratie meurt par l'armée, et les Etats-Unis, depuis leur politique coloniale, ont introduit dans leur constitution ce qui la tuera, un jour où l'autre. En somme, ce que l'armée produit le plus naturellement lorsqu'elle est livrée à elle-même, ce sont des Esterhazys, c'est-à-dire des Fauves.

B.

LE CONGRÈS RÉGIONAL DU NORD

Le Congrès de la Fédération du Parti Ouvrier de la région du Nord (départements du Nord et du Pas-de-Calais) s'est réuni le 16 avril à Lens.

Ce Congrès montre les forces croissantes du Parti ouvrier jusque dans les moindres communes. 79 délégués représentant 48 sections étaient venus prendre part à ces travaux qui marqueront dans les annales du mouvement socialiste dans le Nord.

Citons : Anzin, Armentières, Auchel, Avion, Béthune, Beuvrages, Calais, Cambrai, Caudry, Croix, Douai, Emmerin, Escaudœuvres, Forest, Fouquières-les-Lens, Hallennes, Haubourdin, Hellemmes, Hénin-Liétard, Houplines, Iwuy, La Bassée, La Madeleine, Lens, Liévin, Lille, Lomme, Loos, Lys-lez-Lannoy, Marcq-en-Barœuil, Mont-en-Barœuil, Oignies, Pont-de-Nieppe, Raismes, Roubaix, Thumesnil, Valenciennes, Vieux-Condé, Wahagnies, Walincourt, Wattrelos, Wavain, Waziers.

Les autres sections avaient envoyé des adhésions morales au Congrès.

Le Congrès a tenu deux réunions qui ont été présidées, l'une par le citoyen Melin (de Valenciennes), l'autre par le citoyen Wattremez (de Roubaix).

Le compte-rendu moral et financier du Parti a été présenté, au nom du comité fédéral, par le citoyen G. Delory.

Delory montre combien, pendant une période de six mois, les luttes ont été vives entre le capital et le travail. De nombreux conflits ont pris naissance ; le mouvement gréviste a dominé et nous avons à enregistrer heureusement la victoire pour les travailleurs. Mais étant donnée l'évolution capitaliste, la grève devient une cause terrible pour les ouvriers qui sont une infériorité de plus en plus grande pour revendiquer leurs droits par ce moyen.

Delory examine ensuite la guerre acharnée faite à la coopérative, *La Paix*, de Roubaix, par les capitalistes, qui voulaient s'en emparer. Leur projet a échoué, leurs espérances sont brisées par la Cour d'appel de Douai.

La propagande du Parti a été très intense. 59 conférences éducatrices ont été faites par le soin du comité fédéral, sans compter l'action des sections par des conférences particulières. C'est Ghesquière, Devraigne et Delory, qui cette fois battent le record des conférences.

Puis, Delory examine les munitions du Parti.

L'assemblée est heureuse de constater que le Conseil fédéral possède maintenant un trésor de guerre qui lui permettra de seconder la bonne volonté et les efforts des camarades dans les luttes futures.

La péroraison du rapport donnant les forces du Parti, ses moyens d'action, ses plans pour l'avenir, est saluée par les applaudissements unanimes des délégués.

Le citoyen délégué de l'imprimerie ouvrière fait le compte financier de l'imprimerie du Parti.

Comme pour les coopératives, il dénonce les attaques des imprimeurs capitalistes.

Malgré toutes les forces coalisées, dit-il, l'imprimerie a plus que résisté, elle est entrée dans la voie florissante. (Vifs applaudissements).

Le Congrès ratifie, dans un vote, le rapport sur l'imprimerie ouvrière.

Diverses questions d'ordre intérieur, relatives aux sections de Fourmies et de Lannoy, sont résolues dans l'intérêt général et à la satisfaction de tous.

La Fédération du Nord, constatant que maintenant les villes sont à peu près entièrement gagnées, va plus particulièrement s'occuper des campagnes pour affirmer partout les principes du socialisme agraire. Pour que cette œuvre soit profitable, il faut des données, il faut que le Parti soit en relations avec les ruraux, il faut que le comité fédéral possède les documents d'enquête agricole de la région du Nord.

C'est pourquoi le Congrès donnant suite au vœu émis par le citoyen Henri Ghesquière, décide la création d'un secrétariat agricole de la Fédération du Nord et charge de cette besogne le citoyen Georges Devraigne.

Après plusieurs questions diverses, le Congrès est déclaré clos.

Les délégués vont pouvoir, de retour dans leurs sections, donner les nouvelles instructions du Congrès, qui doivent faire prospérer le Parti et accroître sa puissance.

Le prolétariat du Nord peut examiner l'avenir avec confiance, le Parti Ouvrier est prêt dès aujourd'hui pour les escarmouches quotidiennes et pour les grands combats futurs.

La Manifestation d'Annemasse

Le groupe républicain socialiste de l'arrondissement de Saint-Julien (Haute-Savoie) et le groupe français d'études sociales de Genève avaient organisé dimanche dernier une imposante manifestation destinée d'une part à affirmer hautement, le programme du Parti Ouvrier dans la région savoisienne et, d'autre part, à proclamer les liens de solidarité étroite qui unissent les travailleurs socialistes de France et de Suisse.

Cette manifestation a eu lieu à Annemasse, petit chef-lieu de canton, situé sur la frontière, à six kilomètres de Genève. Elle consistait dans un banquet et une conférence publique.

Plus de cent convives assistaient au banquet. Le Parti Ouvrier Français est représenté par notre ami et collaborateur Alexandre Zévaès. Le Parti Ouvrier suisse est représenté par plusieurs de ses élus, les citoyens Thiébaud, député et conseiller d'Etat de Genève ; Sigg, Schœfer, Triquet, députés ; Renaud, conseiller administratif de Genève. Y assistent également : les citoyens Favon, député de Genève, le leader du parti radical-socialiste dans cette ville ; Richard, président du groupe génevois, « la Jeune République » ; les militants du Parti Ouvrier de la Haute-Savoie.

Au dessert, plusieurs toasts sont portés, dont nous rappelons brièvement les principaux. Au nom du groupe français d'études sociales de Genève, le citoyen Chaulmontet remercie de leur concours les nombreux citoyens présents et souhaite la bienvenue au député socialiste de Grenoble.

Le citoyen A. Zévaès, après avoir transmis à l'assemblée le salut du Conseil national du Parti Ouvrier Française, déclare combien il est heureux de se trouver au milieu de camarades, venus des deux nations voisines proclamer la fraternité des peuples. Il expose rapidement la situation du socialisme français vis-à-vis des partis ouvriers et socialistes des différents pays et termine par un toast à l'union internationale des travailleurs. Une triple salve d'applaudissements et les cris de : Vive l'Internationale ! saluent ce discours.

Le citoyen Thiébaud, conseiller d'Etat et député de Genève, salue la population si démocratique d'Annemasse et la nation française. Il fait l'éloge de la solidarité qui doit être la grande vertu ouvrière et qui, seule, permettra aux exploités de conquérir leurs droits et d'obliger la classe privilégiée à capituler devant leurs légitimes revendications.

Puis le citoyen Sigg, député de Genève, après avoir rappelé au citoyen Zévaès leur fraternité d'armes dans les Congrès internationaux, fait ressortir le caractère éminemment international de cette belle fête. Il fait l'éloge du parti socialiste français dont il admire l'infatigable ardeur propagandiste et termine en chargeant le citoyen Zévaès de transmettre aux membres de la démocratie-socialiste française le salut cordial de leurs camarades suisses. De vifs applaudissements accueillent les vibrantes

paroles du représentant du peuple genevois.

La conférence, qui a eu lieu à deux heures, grande salle de la mairie d'Annemasse, a été développée par le citoyen A. Zévaès. Les délégués du Parti Ouvrier suisse prennent place sur l'estrade.

De bonne heure, la salle — quoique fort vaste — était remplie d'une assistance compacte et enthousiaste.

L'exposé de la doctrine socialiste fait par l'orateur du Parti a soulevé des tempêtes de bravos, et c'est par acclamations unanimes que l'ordre du jour suivant a été adopté :

« Les citoyennes et citoyens réunis au nombre de 1.500, le dimanche 30 avril, à Annemasse ;

« Après avoir entendu l'éloquent et remarquable exposé des doctrines socialistes fait par le citoyen A. Zévaès, député de Grenoble ;

« Félicitent très sincèrement le vaillant conférencier dont la propagande ouvre dans l'arrondissement une ère nouvelle en faveur de la République sociale ;

« Ils envoient leurs saluts fraternels à tous les militants des partis ouvriers et socialistes du monde entier, et particulièrement aux élus du Parti Ouvrier Français;

« Ils les engagent à persévérer dans la lutte énergique contre le capitalisme, le militarisme et le cléricalisme, c'est-à-dire pour la justice, la liberté et l'émancipation du prolétariat international. »

Cette belle manifestation aura un grand retentissement dans la Haute-Savoie et dans la région genévoise et sera sans nul doute le point de départ d'un mouvement socialiste organisé dans la contrée savoisienne, jusque-là inféodée aux différents partis de réaction.

— Outre la conférence d'Annemasse, le citoyen A. Zévaès a tenu deux autres réunions en Haute-Savoie : à Thonon et à Saint-Julien. Nous en rendrons compte dans notre prochain numéro.

Le Congrès de l'Hérault

Le quatrième Congrès de la Fédération socialiste de l'Hérault s'est réuni dimanche 16 avril, à Cette. Il avait été organisé par les soins des groupes collectivistes de cette ville.

Le Conseil national du Parti Ouvrier Français était représenté par deux de ses élus, Benézech, député de l'Hérault et Ferroul, député de l'Aude.

La vérification des pouvoirs fixe à 44 le nombre des villes représentées et à 82 le nombre des délégués.

Le Congrès, après avoir examiné les questions d'ordre intérieur, a émis un certain nombre de vœux politiques, économiques et sociaux, tendant : à l'abrogation de la loi Falloux et à la gratuité de l'instruction à tous les degrés ; — au retour à la nation de tous les étangs ; — à l'organisation du service médical gratuit dans tous les cantons ; — à l'extension des écoles professionnelles, etc.

Le Congrès a été suivi d'une grande réunion publique au théâtre. Les citoyens Paul Narbonne, député de l'Aude, Bénezech et Ferroul, ont tour à tour développé le programme socialiste au milieu d'unanimes applaudissements.

L'ordre du jour suivant a été voté à l'unanimité :

« Les socialistes de Cette, réunis au nombre de 1,600 environ, après avoir entendu le compte rendu des travaux du Congrès, les discours des citoyens Narbonne, Bénezech et Ferroul deputés, remercient les députés du Parti Ouvrier, et se séparent aux cris de : Vive la République Sociale ! »

LE PARTI OUVRIER
EN FRANCE

Paris

Le groupe collectiviste du Xe arrondissement a donné le mercredi 12 avril, une petite fête familiale des mieux réussies.

Un grand nombre de citoyennes et de citoyens avaient répondu à son appel.

Après une causerie sur le Socialisme et le Féminisme, par les citoyens Dupy et Roussel, membres du conseil fédéral, l'assistance applaudit à tout rompre les citoyens et citoyennes qui avaient prêté leur concours pour la partie de chant. Aussi, nous adressons nos remerciements aux citoyennes Bonnotte, Augrand, Georgette Lugagne, ainsi qu'aux citoyens André, Meunier, Robert, Henri, Roussel, Vial.

En somme, bonne soirée pour le Parti Ouvrier Français, et conséquemment pour le groupe qui, en faisant cette soirée avait surtout pour but de donner satisfaction à l'élément féminin qui, dans notre société actuelle, est plus souvent à la peine qu'au plaisir.

— Une réunion a été donnée la semaine dernière à Montereau, par le citoyen Phalippou, membre du Comité fédéral de la région parisienne.

Cette conférence qui a eu un vif succès était présidée par notre ami, le citoyen Pagnaud, conseiller municipal.

— Une réunion publique organisée par le groupe socialiste de Villeneuve-la-Garenne (adhérent au Parti Ouvrier Français), a eu lieu le 16 avril, avec le concours des citoyens Louis Maurice, secrétaire de la Fédération de la région parisienne et Phalippou.

Les deux conférenciers ont été très applaudis. Un concert où l'on a entendu les meilleures chansons révolutionnaires et une distribution de jouets aux enfants présents, ont clôturé cette belle fête socialiste.

Sézanne

La propagande socialiste faite dans cette commune du département de la Marne, par notre ami H. Millet, conseiller municipal de Romilly, vient de porter ses fruits.

Un groupe du Parti ouvrier français, qui compte quarante membres, s'y est constitué le mois dernier, dont le secrétaire est le citoyen Béquet.

Moulins

A la session d'avril du Conseil général de l'Allier, le président, M. Gacon, a fait en ces termes l'éloge funèbre de notre regretté Dormoy :

Messieurs,

Depuis notre dernière session, nous avons perdu l'un de nos collègues.

Le citoyen Dormoy, — je lui donne cette qualification qu'il préferait à toute autre — a succombé aux atteintes d'une maladie qui le minait depuis longtemps.

La ville de Montluçon lui a fait de magnifiques funérailles, et c'était justice car il aimait cette ville autant qu'il en était aimé. Il y avait fait ses débuts dans une existence à laquelle ne manquèrent pas les privations fortement subies ; il y avait commencé et subi une carrière politique toute d'agitations, de fatigues et de luttes. La victoire lui était venue à la fin et il avait été envoyé parmi nous, et puis à la mairie, par la confiance et l'estime de ses concitoyens ; là-bas il consacrait à ses fonctions toute son intelligence qui était si vive, toute son énergie qui était si grande, toute ses forces qu'il a ainsi épuisées à la tâche.

C'est qu'il considérait sa ville comme le foyer de cette ardeur dont il brûlait pour la cause des déshérités, pour la protection des humbles dont il avait fait partie, et pour le relèvement des plus modestes positions sociales.

Dans ces heures de découragement auxquelles n'échappent pas même les plus résolus, il se retrempait dans ce milieu de rudes travailleurs avant de courir à de nouveaux combats.

Son dévouement aux intérêts du peuple lui a valu les regrets de la démocratie toute entière ; si les socialistes pleurent un de leurs lutteurs d'avant-garde, un de leurs chefs les plus dévoués, les républicains, quelle que soit leur nuance, ne sauraient oublier que ses premières batailles furent pour la République sans distinction de drapeau.

C'est à ces regrets unanimes que le Conseil général me permettra aujourd'hui de l'associer. Dans l'ardeur de la mêlée, la politique militante du citoyen Dormoy a pu froisser quelques-uns d'entre nous ; mais ceux-ci se rappelleront la sincérité de ses convictions, la loyauté de son caractère et le désintéressement de ses efforts et ils s'inclineront avec nous devant cette tombe à peine fermée, devant cette mort qui ne met pas seulement en deuil toute une famille dont il était l'unique soutien, mais qui nous enlève un collègue estimé dont nous ne perdrons pas le souvenir.

Le suffrage universel a donné pour successeur à notre regretté collègue son principal collaborateur, M. Constans.

Habitué depuis longtemps à traiter les affaires les plus importantes, vous trouverez, mon cher collègue, dans l'étude des questions qui nous seront soumises, à employer votre intelligence et votre activité.

Je vous adresse, au nom du Conseil général, nos meilleurs souhaits de bienvenue.

— Considérant avec raison le conseil général comme une tribune d'où peut sortir la propagande en faveur des articles de notre programme, notre ami Constans a déposé une série de vœux tendant notamment :

1° A la réduction du taux légal et conventionnel de l'intérêt de l'argent ;

2° A la suppression des droits de mutation pour les propriétés au-dessous de 5,000 francs ;

3° A la restitution à la commune de son administration et de sa police ;

4° A la mise à la charge de la société des viellards et des invalides du travail ;

5° A l'intervention des ouvriers dans la confection des règlements d'atelier ;

6° A la nationalisation des banques, mines, chemins de fer, etc.

Issoudun

A la récente session du conseil genéral de l'Indre, notre ami J. Dufour, député, conseiller général d'Issoudun, a demandé que le traitement des cantonniers départementaux soit augmenté de dix centimes par jour. Cette proposition a fait pousser des cris de paon qu'on égorge à la majorité bourgeoise et réactionnaire de l'assemblée départementale de l'Indre.

Le citoyen Dufour a alors demandé le vote par appel nominal. Sa proposition a réuni trois voix : celles des citoyens Bonjour et Dufour, conseillers généraux d'Issoudun, membres du Parti et celle du citoyen Paturot, maire et conseiller général radical-socialiste de Châteauroux.

— Le dimanche 23 avril, notre ami Dufour a rendu compte de son mandat dans la commune de Saint-Georges-sur-Arnon. Un nombreux public y assistait. Le député socialiste a été très applaudi.

— Un groupe socialiste important, qui compte 80 membres, vient de se former à Chabris (arrondissement d'Issoudun).

— Le 3 juin une grande conférence publique et contradictoire aura lieu au théâtre d'Issoudun avec le concours de nos amis Dufour, Légitimus et A. Zévaès.

Bordeaux

Les groupes et militants de la Gironde sont informés que, par décision du Conseil Fédéral de la Fédération Girondine, d'accord avec le groupe *La Liberté*, de Cenon, qui avait été primitivement chargé d'organiser ce Congrès, le 9e Congrès départemental annuel de la Fédération Girondine du Parti Ouvrier Français, aura lieu à Bordeaux, le samedi 13 et le dimanche 14 mai 1899.

Le Conseil National a décidé de s'y faire représenter officiellement par les citoyens Carnaud, député de Marseille et Légitimus, député de la Guadeloupe. En outre, la présence de plusieurs autres députés du Parti, entr'autres le citoyen Jourde est assurée.

Le samedi 13 mai, à l'Athénée, dans l'après-midi, il sera tenu une réunion spéciale des conseillers municipaux socialistes de la Gironde pour l'élaboration d'un programme départemental de réformes municipales complétant le programme général du Parti, et pour la formation d'une *Fédération départementale des élus municipaux socialistes*, en vue d'une action simultanee et d'un échange constant de renseignements et d'appuis réciproques.

Le samedi soir, à huit heures, dans une vaste salle qui sera désignée ultérieurement, une grande réunion publique aura lieu où prendront la parole les députés et conseillers socialistes.

Le dimanche 14 mai sera ouvert le 9e Congrès départemental, sous la presidence du citoyen Carnaud, délégué du Conseil National. Il aura deux séances, l'une le matin de huit heures à dix heures, la seconde de dix heures et demie à une heure. Ces séances seront tenues à l'Athénée.

A une heure, grand banquet populaire.

Il ne sera pas tenu de séance l'après-midi pour permettre aux délégués, venus des divers points du département, de repartir par leurs trains respectifs.

L'ordre du jour du Congrès est provisoirement ainsi fixé :

1° Ouverture du Congrès par le délégué du Conseil National — Allocution ;

2° Déclaration de principes ;

3° Rapport moral et financier du Conseil fédéral ;

4° Rapport des secrétaires de circonscriptions et des délégués des Groupes du département ;

5° La propagande et l'organisation socialiste dans les campagnes ;

6° Le programme municipal et la Fédération des élus municipaux socialistes ;

7° La situation du *Socialiste*, organe de la Fédération Girondine ;

8° Revision des statuts de la Fédération ;

9° Election du Conseil fédéral pour l'année 1899-1900 ;

10° Questions diverses préalablement portées à l'ordre du jour par les Groupes et Comités, au moins cinq jours à l'avance, afin qu'elles aient pu être étudiées. Nulle autre question présentée autrement ne sera discutée, afin d'éviter toute surprise.

Tous les Groupes et Comités adhérents sont invités a s'occuper d'ores et déjà de se faire représenter par des délégués officiels dûment mandatés au Congrès des 13-14 mai, qui promet d'être une des plus imposantes manifestation socialistes qu'il y ait eues.

En outre, les délégués officiels des Groupes et Comités qui, seuls, auront voix délibérative, tous les membres du Parti et de la Fédération Girondine pourront assister au Congrès, moyennant qu'ils soient munis de leur carte et insigne.

Tous à Bordeaux le 14 mai !

Vive le Parti Ouvrier Français !

Pour le Conseil fédéral :

RAYMOND LAVIGNE, CALIXTE CAMELLE, MARCEL CACHIN.

— Le 23 avril, nos amis Raymond Lavigne et Léon Saignant se sont rendus à Sauternes pour y constituer définitivement l'Agglomération socialiste du Sauternais. Devant plus de cent cinquante personnes, ils ont développé et fait applaudir le programme du Parti. Plus de vingt adhésions nouvelles ont été recueillies à la sortie.

— A la même date, nos camarades Marcel Cachin et A. Bousquet ont donné à Castillon, salle du théâtre, une réunion à laquelle assistaient plus de trois cents personnes et où les idées socialistes ont été à nouveau acclamées.

Roanne

Délégué par le Conseil national du Parti Ouvrier Français, notre ami Carnaud, député des Bouches-du-Rhône, s'est rendu le 8 avril à Roanne, où une fort belle réunion, organisée par l'Agglomération roannaise du Partti, s'est tenue salle du théâtre, sous la présidence du citoyen Daraney, adjoint.

Le citoyen Carnaud a été longuement applaudi par cette vaillante et socialistes population roannaise qui n'oubliera jamais le dévouement dont fit preuve l'élu socialiste des Bouches-du-Rhône, lors de la grande grève des tisseurs de 1894-95.

Cette conférenee s'est terminée aux cris de : Vive le Parti Ouvrier ! Vive la République Sociale !

Lyon

Une magnifique fête, comprenant concert et conférence, a eu lieu au Casino de Vaise, dimanche 23 avril, sous les auspices de la ligue ouvrière économique et des groupes du Parti Ouvrier du Ve arrondissement.

Notre ami Krauss, député de Lyon, présidait, assisté du citoyen Voidier, conseiller municipal.

Le citoyen J.-B. Bénezech, député de l'Hérault, membre du Conseil national, a fait une causerie très applaudie.

Grenoble

La propagande socialiste se poursuit avec énergie dans le département de l'Isère. Le citoyen A. Zévaès, les membres du comité fédéral et du Parti Ouvrier de Grenoble multiplient les réunions et conférences dans les divers arrondissements du département.

— Le 9 avril, a eu lieu à Notre-Dame-de-l'Osier (arrondissement de Saint-Marcellin) une conférence faite par les citoyens Dognin et Girard.

— Le 16 avril, à Grenoble, fête d'inauguration de la Maison du Peuple que les groupes du Parti ont créée dans le populeux et laborieux quartier Berriat.

— Le 22 avril, conférence donnée à Saint-Martin-d'Hères par le citoyen A. Zévaès.

— Le 23 avril, à Bernin, petite commune rurale située dans la vallée de Grésivaudan, a eu lieu une importante démonstration. Après un banquet auquel assistaient une centaine de militants de la région, une grande réunion publique a été tenue, à laquelle assistaient des travailleurs venus de 12 ou 15 communes environnantes et où, au milieu d'applaudissements frénétiques, nos amis J. Ribaud, membre du Comité fédéral, Paul Quilici, conseiller municipal de Marseille et Alexandre Zévaès, député, ont développé les idées socialistes. La réunion s'est terminée par le vote, à l'unanimité, d'un ordre du jour ainsi conçu :

« Les citoyens de Bernin et des communes voisines, réunis le dimanche 23 avril ;

« Après avoir entendu les citoyens Ribaud, Quilici et Zévaès ;

« Renouvellent l'expression de leur attachement au Parti Ouvrier Français et à la cause socialiste ;

« Acclament dans le socialisme collectiviste la seule solution logique et complète du problème social ;

« Réprouvent les manœuvres louches du cléricalisme qui, avec la complicité d'un militarisme césarien, menace l'existence des institutions républicaines ;

« Engagent tous les travailleurs à se constituer en parti politique de classe, combattant à titre égal et sans distinction de nuances, toutes les fractions politiques de la bourgeoisie capitaliste ;

« Et se séparent aux cris de : Vive la Fédération socialiste de l'Isère ! Vive le Parti Ouvrier ! Vive la République sociale ! »

Cette manifestation de Bernin aura une grande répercussion dans la première circonscription de Grenoble, qui, comme la deuxième, sera, aux prochaines élections, acquise au Parti Ouvrier.

— Un groupe du Parti est en formation à Lancey.

— A la suite d'une causerie faite le 30 avril par le citoyen Dognin, secrétaire de la Fédération socialiste de l'Isère, un groupe du Parti a été constitué au Fontanel, petite commune rurale du canton nord de Grenoble.

Nous apprenons l'apparition pour le 1er mai 1899 du *Tocsin social*, revue bi-mensuelle socialiste internationaliste. Cet organe dont le secrétariat de rédaction est confié à notre ami E. Rognon, publiera à chaque numéro des articles de J. Guesde, Lafargue, G. Farjat, Zévaès... et, pour la région lyonnaise, Darme, Rognon, Péronnin, Alcot, Pinchon, Sylvestre Marietton, Buisson, etc., etc.

Les abonnements sont reçus au bureau du journal, 13, rue Vaubecour, Lyon.

Lire dans le 1er numéro : « Le premier Mai. »

Abonnements. six mois 1 fr. 50 ; un an, 3 francs.

Nous souhaitons à ce nouveau combattant bonne chance et longue vie. Nous ne doutons pas qu'il saura tenir haut et ferme le drapeau du Parti.

Le Gérant : A. DELADERERE.

Paris. — Imp. A. Désiré, 25, rue Buffault.